

TRAME D'AVIS DE MARCHÉ

NATURE DU MARCHÉ : Marché public de travaux

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

Nom de l'organisme : DIR Nord

Point de contact : Madame la Directrice

Adresse : 44 Ter Rue Jean Bart CS 20275

Code postal : 59019 Ville : Lille

Pays (*autre que France*) :

Téléphone : 0320496344 Télécopieur : 0320496068

Courriel : dirn@developpement-durable.gouv.fr

Adresse Internet (URL) : <http://www.dir-nord.developpement-durable.gouv.fr>

Adresse du profil d'acheteur (URL) : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

OBJET DU MARCHÉ

Objet du marché:

A1 PR 186+490 à 193+300 – Renouvellement des chaussées sens Paris-Lille

Type de marché de travaux : Exécution

Classification CPV

Objet principal : 45233141-9

Lieu d'exécution: Les travaux se déroulent sur l'autoroute A1 sur les communes de Dourges, Hénin-Beaumont, Oignies, Carvin, Libercourt.

L'avis implique: un marché public de travaux.

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

Les travaux comprennent notamment :

- Le rabotage de chaussée en pleine largeur, y compris BAU, jusqu'à 2,5cm : 110 000 m² ;
- L'application de 19 100 t d'enrobés BBSG-BMP-0/14 sur 8 cm d'épaisseur ;
- L'application de 4 300 t d'enrobés GB – HP – BMP-0/20 sur 15cm d'épaisseur ;
- L'application de 5 900 t d'enrobés BBTM-BMP sur 2,5 cm d'épaisseur ;
- La signalisation horizontale définitive ;
- Le remplacement de registres de signalisation directionnelle ;
- L'entretien d'un fossé enherbé, de 630 ml ;
- La création d'un nouveau site de comptage, y compris travaux de réseaux associés ;
- La réalisation de 32 capteurs de comptage en chaussée ;
- La réfection de glissières métalliques ;
- La signalisation temporaire de chantier.

Acceptation des variantes: Non

Prestations divisées en lots: Non

Visite obligatoire en cours d'appel d'offres. Les modalités sont précisées au Règlement de la Consultation (RC).

CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

Cautionnement et garanties exigés :

* Retenue de garantie pouvant être remplacée par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire ;

Modalités essentielles de financement et de paiement et / ou références aux textes qui les réglementent :

* Origine du financement : 100 % État

* Une avance sera accordée au titulaire selon les conditions fixées dans le cahier des charges ;

* Les prix seront révisables ;

* Les comptes seront réglés mensuellement sous la forme d'acomptes et d'un solde;

* Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours;

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Nature de l'attributaire, le marché sera conclu :

- soit avec un entrepreneur unique ;

- soit avec des entrepreneurs groupés solidaires.

Le choix de la forme du groupement est justifiée par les enjeux d'exploitation sous chantier qui ne permettent pas la tolérance d'une défaillance de l'un des acteurs économique du marché en cours d'exécution.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

Autres conditions particulières :

* Il sera fait application de l'article L.2112-2 du CCP, les conditions particulières concernant les clauses environnementales seront précisées dans le Règlement de la Consultation ;

* En application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP, l'exécution du marché comporte une clause sociale obligatoire visant à l'insertion par l'activité économique des personnes éloignées de l'emploi.

CONDITIONS DE PARTICIPATION

Critères de sélection des candidatures :

* Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

Situation juridique - références requises :

* Si le candidat utilise le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

* Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché

* La forme juridique du candidat ;

* En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire;

* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus ;

* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles

L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus ;

Capacité économique et financière - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

*Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :

- le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices
- le chiffre d'affaires annuel moyen
- le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices dans le domaine d'activités couvert par le marché
- le chiffre d'affaires annuel moyen dans le domaine d'activités couvert par le marché
- le montant couvert par l'assurance contre les risques professionnels

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

* Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet de l'accord-cadre, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;

*Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 ;

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

Un chiffre d'affaires dont la moyenne sur les trois dernières années d'exercice est supérieure à dix (10) millions d'euros.

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :

- les informations concernant l'opérateur économique
- une liste des travaux exécutés sur les 5 dernières années ; elle peut être complétée par des références antérieures
- le nom des techniciens ou des organismes techniques auxquels il fera appel
- la liste des équipements techniques et des mesures pour s'assurer de la qualité et celle des moyens d'études et de recherches

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

A – Expérience :

La présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

B - Capacités professionnelles :

* Les certificats de qualifications professionnelles FNTP ou équivalent (www.fntp.fr)

* Des certificats de qualité délivrés par des organismes indépendants fondés sur les normes européennes.

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C - Capacités techniques :

* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

* Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-

traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

* Les tâches essentielles qui devront être effectuées directement par le titulaire sont :

- Application des enrobés bitumineux de liaison par un EB14-BMP-liaison sur 8 cm
- Application des enrobés bitumineux de roulement par un BBTM1 10-BMP-roulement sur 2,5 cm

Référence professionnelle et capacité technique - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

- IP 3221 enrobés classiques ;
- IP 3712 mise en œuvre de produit de marquage routier.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Marché non réservé.

CRITERES D'ATTRIBUTION

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de la consultation.

PROCEDURES

Type de procédure : Appel d'offre ouvert

Conditions de délai

Date limite de réception des offres ou des demandes de participation : 20/11/2025 à 12h00

Délai de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur:

Autres informations :

- * Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés ;
- * Unité monétaire utilisée, l'euro ;
- * Les candidatures qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le RMO ;
- * A titre indicatif, les travaux commencent en août 2026 pour une durée de travaux non nécessairement continue, de 5 mois.
- * Il ne s'agit pas d'un marché à caractère périodique ;
- * Le marché ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par des fonds communautaires ;

Modalités d'ouverture des offres

- * Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres : Non
- * L'ouverture des plis n'est pas publique.

Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :

- * Les documents de la consultation sont disponibles par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique figurant dans le présent avis, après avoir installé les pré-requis techniques et avoir pris connaissance du manuel d'utilisation ;

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

- * **La transmission des candidatures et des offres se fera exclusivement par voie électronique** via la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marchés-publics.gouv.fr>) suivant les modalités précisées dans le règlement de consultation.
- * L'heure de remise des candidatures et des offres est l'heure locale de l'adresse du pouvoir adjudicateur ;
- * Si plusieurs offres électroniques sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue.
- * Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres soit sur un support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique. La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur

sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention " copie de sauvegarde ". La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

* Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues ;

* Les offres seront transmises obligatoirement par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique figurant dans le présent avis, le seront suivant les modalités précisées dans le règlement de la consultation.

PROCEDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Tribunal administratif de Lille

Adresse : 5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039

Code postal : 59014 Ville : Lille CEDEX

Pays (*autre que France*) :

Téléphone : 0359542342 Télécopieur : 0359542445

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

Adresse Internet (URL) :

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

* Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ;

* Référé contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ;

* Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ;

* Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS A LA PUBLICATION : 13/10/2025

PUBLICATION AU BOAMP

Département de publication : 62

Départements de rappel : 02 59 60 80

Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur :

Environnement

CLASSIFICATION DES PRODUITS

Produits associés à cette annonce :

45 - Travaux de construction

FACTURATION

Numéro de bon de commande d'insertion au BOAMP :

AVIS DE MARCHÉ

NATURE DU MARCHÉ : Marché public de travaux

POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

Nom de l'organisme : DIR Nord

Point de contact : Madame la Directrice

Adresse : 44 Ter Rue Jean Bart CS 20275

Code postal : 59019 Ville : Lille

Pays (*autre que France*) :

Téléphone : 0320496344 Télécopieur : 0320496068

Courriel :

Adresse Internet (URL) : <http://www.dir-nord.developpement-durable.gouv.fr>

Adresse du profil d'acheteur (URL) : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

OBJET DU MARCHÉ

A1 PR 186+490 et 193+300 – Renouvellement des chaussées sens Paris-Lille

CRITERES D'ATTRIBUTION

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de la consultation

PROCEDURES

Type de procédure: Appel d'offre ouvert.

Conditions de délai

Date limite de réception des offres ou des demandes de participation : 20/11/2025 à 12h00

Délai de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Références de l'avis de marché publié au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics concernant la présente consultation

Numéro d'avis au BOAMP: 25-113622

DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS A LA PUBLICATION: 13/10/2025
--